



This project is funded
by the European Union

Atelier Virtuel #5

« L'action des acteurs territoriaux pour poursuivre la nécessaire transition énergétique dans le contexte pandémique actuel, en Afrique »

Animé par **Romain Crouzet**, Directeur des Programmes, Climate Chance.

Intervenants:

- **Joel Nana**, Coordinateur de projet senior à Sustainable Energy Africa (SEA)
- **Mame Bousso Faye**, Spécialiste des démarches territoriales de développement durable, Enda Énergie
- **Stéphane Redon**, Fondateur de So Sen
- **Ndeye Rokhaya Sarr Diene**, Coordinatrice PCET, Ville de Dakar
- **Vincent Jacques Le Seigneur**, Directeur général à la Fondation Energies pour le Monde

Liens Utiles	
Climate Chance	Retrouvez plus d'informations sur les Coalitions Africaines ici : https://www.climate-chance.org/en/get-involved/african-coalitions/ ainsi que les Ateliers Virtuels ici : https://www.climate-chance.org/sommets-coalitions/les-ateliers-virtuels-climate-chance/ N'hésitez pas à envoyer vos questions à association@climate-chance.org
Sustainable Energy Africa	Pour plus d'infos sur les activités de SEA : http://www.sustainable.org.za/index.php
Enda Energie	Découvrez le site web ici : https://endaenergie.org/
Ville de Dakar	Plan Climat et Energie Territorial à la Ville de Dakar, plus d'informations ici : https://www.climate-chance.org/bonne-pratique/pcet-dakar/



This project is funded
by the European Union

Fondation Energies
pour le Monde

Plus d'informations ici : <http://www.fondem.org/>

Grands Enseignements

Pour la plupart des acteurs africains, il est nécessaire non seulement de promouvoir les énergies renouvelables pour assurer la transition énergétique, mais aussi **d'améliorer l'accès à l'énergie elle-même**. La pandémie COVID-19 a freiné l'avancée des projets de transition énergétique. L'importance des réseaux d'acteurs locaux est une fois de plus soulignée, ainsi que les limites des approches "macro".

Sustainable Energy Africa travaille à trois niveaux avec les villes et les autorités locales : création d'une base de données, planification de l'action climatique et mise en œuvre des projets. Des projets tels que le programme C40 pour les bâtiments en Afrique du Sud et le soutien municipal à la transition vers l'énergie durable ont connu un succès considérable, combinant financement international et expertise technique pour produire des résultats locaux.

Enda Energie a intensifié ses actions de soutien et de collaboration avec les acteurs locaux et les autorités locales pendant la crise du COVID-19. Sur la question de l'énergie, la première étape consiste à renforcer le pouvoir économique des populations, pour leur permettre d'avoir accès à une énergie durable, ce qui implique de soutenir les producteurs et les entrepreneurs locaux.

So'SEN a identifié des déficits d'infrastructures d'éclairage public dans les villes, et travaille avec les autorités municipales pour mettre en œuvre des projets, leur faire acquérir un savoir-faire technique, obtenir des financements et continuer à maintenir les projets à faible coût. Si l'éclairage public est un besoin essentiel, la pandémie a mis en lumière d'autres besoins urgents, et l'idée est d'appliquer l'expérience et la reproductibilité des projets d'éclairage public de So'SEN à d'autres domaines.

La Ville de Dakar mène un travail d'urgence pour développer ses capacités médicales et avancer malgré les retards causés par la pandémie. Ce faisant, elle veille à ce que des nouvelles extensions d'équipements publics (comme un centre médical notamment) soient construites de manière durable et intègrent autant que possible des énergies renouvelables.

La fondation Énergies pour le Monde travaille sur l'accès individuel à l'énergie, l'électrification au niveau communautaire et des projets d'électrification lucratifs qui couvrent leurs propres coûts. La pandémie les a conforté dans leur choix de travailler avec les acteurs locaux, mais d'un autre côté, elle a montré la nécessité pour les pays à



This project is funded
by the European Union

revenu élevé de fournir un meilleur financement aux pays en développement, et les défauts des modèles de cofinancement.

Romain Crouzet, Association Climate Chance :

Climate Chance est une plateforme internationale d'acteurs non-étatiques qui a été créée en 2015, en amont de la COP21. L'idée était de **réunir les acteurs non-étatiques** dans leur diversité pour faire en sorte qu'ils travaillent ensemble sur la question de l'action climat territoriale. Par acteurs non-étatiques, nous entendons les 9 groupes majeurs qui sont reconnus par la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique : les collectivités, les associations, les chercheurs, les entreprises, les représentants de peuples autochtones, de groupes de femmes, etc.

Notre objectif initial était de réunir en amont de la COP 21 ces acteurs non-étatiques pour faire avancer la question de l'action climat territoriale. Depuis, nous avons développé nos activités à travers la création d'un site internet, qui est un portail sur la question de l'action climat territoriale bilingue - français/anglais. Ce portail met l'accent sur les projets du terrain, les bonnes pratiques, et notamment des projets implémentés sur le continent africain. Ce portail permet donc de donner accès à l'information sur les enjeux du changement climatique au niveau territorial et des échanges possibles entre pairs.

Nous avons également un [Observatoire](#) qui depuis maintenant trois ans publie annuellement un **Bilan de l'action climat territoriale** au niveau mondial en analysant l'action climat territoriale effectuée. Au départ on est parti de l'affirmation du rôle des acteurs non-étatiques, un certain plaidoyer finalement, mais au bout d'un moment il y avait une nécessité d'expliquer l'action concrètement réalisée. C'est une publication très intéressante qui analyse différents secteurs et différents pays, et qui présente de nombreux cas d'étude précis.

Enfin, nous organisons également des [Sommet](#)s annuels où nous réunissons notre communauté en amont des COP et où nous avons nos ateliers qui nous permettent de faire un point d'étape des coalitions climatiques - que nous avons monté depuis quelques années. Evidemment, cette année, nous ne sommes pas en mesure de garantir ce Sommet qui était prévu à Kigali, à cause du contexte pandémique. C'est pour cette raison que nous organisons cette [Série d'Ateliers Virtuels](#), qui nous permet de continuer à mobiliser notre communauté et à faire travailler nos coalitions malgré l'absence de rencontre présentielle.

Cet atelier virtuel est consacré à l'impact du Covid sur le développement des énergies renouvelables en Afrique. Pour rappel, en Afrique, 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Pourtant, la croissance économique et démographique rapide implique une demande croissante en ce moment.



This project is funded
by the European Union

La situation actuelle est un peu contradictoire : les prix des combustibles fossiles sont bas, et les énergies renouvelables bénéficient d'une grande attractivité et apparaissent plus résilientes vu le contexte pandémique actuel.

Aujourd'hui, on va donc s'intéresser à la manière dont les questions de transitions énergétiques ont été abordées en temps de covid.

Joel Nana, SEA :

SEA est une ONG qui emploie 50 personnes et qui existe depuis 2000. Nous soutenons des villes au niveau stratégique pour développer des projets d'énergie durable. Nous les accompagnons sur la mise en place de nouvelles technologies, de politiques de transition énergétique. Nous portons une attention particulière à ce que ces projets permettent un accès abordable à l'énergie pour tous.

Nous nous sommes engagés auprès des villes à trois niveaux : nous avons été très actifs dans la création d'une base de données, plus récemment, dans la planification de l'action climatique, et aussi dans la mise en œuvre de projets, ce sur quoi je vais me concentrer aujourd'hui, en présentant des programmes qui font avancer l'énergie durable dans les villes. Ce graphique (voir la présentation) montre le profil énergétique des villes d'Afrique subsaharienne. Nous utilisons ce type de graphiques basés sur des preuves pour aider les villes à planifier, à fixer des objectifs et à travailler sur ceux-ci.

J'aimerais maintenant parler de deux projets en particulier que nous avons mené ces derniers temps :

D'abord, un programme de construction durable en Afrique du Sud financé par le réseau de villes C40. C'est un projet innovant et ambitieux, dans les quatre plus grandes villes d'Afrique du Sud : Durban, Johannesburg, Cape Town et Pretoria. On essaie de s'assurer que ces villes puissent inclure les nouvelles technologies de constructions durables dans leurs projets d'aménagement. Ce projet a vocation à apporter un réel changement dans ce secteur. Comme vous le savez, le secteur du bâtiment est très émetteur de gaz à effet de serre. On souhaite révolutionner le secteur pour qu'il soit sans émission, pour que tous les bâtiments construits à partir de 2025 ait une empreinte carbone nulle. On vient de faire un séminaire avec des acteurs de la construction, d'où est ressorti un guide pour construire des bâtiment neutre en carbone. C'est le premier document de son genre et on espère qu'il pourra être utile.

Ensuite, le deuxième projet dont j'aimerais parler est un programme de transition vers l'énergie durable, qui se joue au niveau de municipalités d'Afrique du Sud : "Municipal Sustainable Energy Transition Support". On a installé des panneaux photovoltaïques d'une capacité totale de 900MW.

En parallèle, on fait de la formation des professionnels de l'électricité, au droit et aux processus qui leur permettent de prendre en charge ces installations.



This project is funded
by the European Union

Intervention Romain Crouzet :

On voit donc que les acteurs qui avaient déjà mis un pied dans la transition énergétique continuent à travailler dans ce sens malgré le covid non ? Quel est l'impact de la crise du covid sur vos projets ?

Joel Nana, SEA :

Nous n'avons pas eu de problème avec le covid, et même nous avons été surpris : on est en mesure de mobiliser davantage de responsables aujourd'hui qu'auparavant. On fait les choses à distance mais on arrive à toucher plus de personnes.

Mame Bousso FAYE, Enda Energie :

Pour moi, le covid a montré les limites de l'approche macro.

Enda est une ONG spécialisée sur l'accompagnement des collectivités en Afrique subsaharienne. On intervient sur des questions d'accès à l'énergie, de changement climatique, de plaidoyers, de désertification, de gestion des terres, et de transfert de technologie.

A propos de l'impact de la pandémie sur Enda Energie : beaucoup des activités qui devaient avoir lieu cette année ont accusé un fort retard. On travaille beaucoup sur le terrain donc forcément le covid a rendu ça plus difficile. Heureusement nos bailleurs sont compréhensifs, et on est en train de voir avec eux comment trouver un avenant.

En ce moment, notre attention est tournée vers le Programme Progrès-lait, avec la filière lait. En ce moment c'est la saison des pluies, donc il y a beaucoup de production de lait. Or, il est difficile d'évacuer ce lait à cause des problèmes de transports. De manière générale, on a beaucoup de problèmes d'approvisionnement en matières premières dans différents programmes à cause du covid.

Il est cependant difficile de parler des impacts du covid dès maintenant, on n'a pas encore le recul nécessaire pour l'évaluer.

Nous avons mis en place des initiatives pour ne pas tout arrêter. D'abord des initiatives d'urgence : on a pu doter certaines collectivités en masque, savon et gel hydroalcoolique, et on a sponsorisé des émissions de radio dans la langue nationale pour sensibiliser les populations aux gestes barrières. Nous avons accordé une attention particulière à donner aux acteurs locaux des produits locaux. Et aujourd'hui, on essaie de pérenniser les partenariats qu'on a pu nouer pendant cette période, notamment au travers de programmes de résilience pour les petites communautés économiques. Ces programmes passeront par l'accès à l'énergie, puisque c'est notre porte d'entrée naturelle, mais on essaie aussi dans un premier temps de renforcer leurs pouvoirs économiques. Au Sénégal, beaucoup de choses que l'Etat a fait ont été faites avec et pour les structures formelles. Or, les acteurs économiques avec qui nous travaillons sont souvent des structures informelles. Alors que faire pour eux ? Nous on s'occupe d'eux, pour les aider à devenir plus formels et les aider à s'organiser pour aller au delà de ce qu'ils font aujourd'hui. Par exemple, nous travaillons avec un atelier de Femmes productrices de savon grâce à qui nous avons pu fournir du



This project is funded
by the European Union

savon pour des collectivités locales. On les aide à changer leur activité pour aller vers plus d'énergies renouvelables.

En conclusion, on a donc réagi autour de programmes d'accompagnement à la mise en place de gestes barrières à court terme, et autour de programmes de résilience pour les petites unités économiques à long terme.

Le covid a montré qu'il y a une réelle limite des approches macro. Climate Chance devrait d'ailleurs voir comment documenter ces approches communautaires qui ont émergé partout pendant le covid. Avec Enda, on a constaté beaucoup de solidarité chez les acteurs locaux. Cette pandémie a montré que les collectivités doivent intégrer les risques de pandémie dans leur planification.

Stéphane Redon, So'Sen :

So'Sen est une ONG qui accompagne des municipalités pour la mise en place d'éclairages publics. C'est un projet qui s'intègre dans des problématiques d'efficacité énergétique et d'accès à l'énergie. Les structures des éclairages publics sont lourdes, donc beaucoup de collectivités ne sont pas armées pour ça. On estime que dans les villes africaines, en moyenne, seulement 8% des populations sont éclairées. Donc il y a un vrai déficit d'infrastructures. L'éclairage améliore la sécurité (moins de violence et d'accidents), permet le développement d'une activité économique et sociale nocturne, et crée de l'emploi.

On accompagne les collectivités pour acquérir un savoir-faire technique, obtenir des financements, et trouver des solutions pour financer les coûts de maintenance.

L'objectif n'est pas uniquement de montrer que la technologie existe, c'est aussi de réfléchir à des outils de financement qui permettraient d'avoir une solution durable. Ainsi, on évalue bien la situation en amont pour trouver un équilibre entre besoins de la collectivité et capacité à gérer l'infrastructure. Ensuite, on essaie de trouver une solution adaptée, et donc souvent ça passe par l'éclairage solaire, pour rentabiliser la ressource solaire très présente en Afrique, et parce qu'il est souvent difficile d'accéder à un réseau électrique fiable. Enfin, on aide les collectivités à rendre cette solution durable, ce qui passe souvent par le fait de convertir les financements dans des contrats de services d'éclairage sur 10 ans pour garantir le service sur la longue durée.

Notre projet est principalement en Ouganda, notamment dans la ville de Kampala. On attache une grande importance à sa répliquabilité. Le projet est financé par le gouvernement français, et implique sociétés françaises et partenaires locaux. On en profite pour faire gagner les locaux en capacité. Notre méthodologie globale est de montrer à travers cette initiative qu'il y a des étapes à passer pour faire un bon projet : l'audit préliminaire, implication des communautés locales, la planification du projet (3 mois), la phase d'installation (6 mois), et enfin une phase de monitoring pour vérifier que le projet est bien parti dans la durée. On essaie d'avoir des résultats rapides et durables pour montrer que c'est possible.

On propose des solutions pour que les collectivités aient leur propre financement par exemple via des collectes de taxe, ou l'installation de publicités.

A propos de l'impact du covid : pour nous l'éclairage public est une première brique dans les besoins des villes. Le covid a apporté des besoins nouveaux. On essaie donc de voir



This project is funded
by the European Union

comment capitaliser sur notre expérience pour accompagner les collectivités dans d'autres services que l'éclairage, par exemple sur les énergies renouvelables, ou encore sur l'accès à l'énergie dans les périphéries des villes (par exemple dans les bidonvilles), ou encore sur le sujet des déchets.

Le covid a rendu nos projets compliqués parce que les visites des sites de nuit ont été rendues impossibles à cause des couvre-feux. On a dû donc reprogrammer des projets pour prendre en compte l'interruption des administrations. On essaie de solliciter de plus en plus des partenaires locaux puisque les experts étrangers ne peuvent pas rentrer en Ouganda.

Ndeye Rokhaya Sarr DIENE, Ville de Dakar :

Je suis la responsable plan climat de Dakar. Dakar a l'ambition d'être une ville durable engagée dans la résilience.

Récemment, nous avons mené un projet d'efficacité énergétique dans un centre médical. Ce centre assure environ 800 consultations par mois mais dispose de seulement 7 lits. Nous sommes donc en train de financer la construction bioclimatique de deux blocs de 20 lits, d'une salle de soin et d'un espace d'attente. Nous utilisons des matériaux biosourcés, et nous allons isoler les toitures. Nous allons y installer des équipements à basse consommation d'énergie et utiliser l'énergie solaire. Donc ce projet combine efficacité énergétique et résilience face à une éventuelle future pandémie.

Dakar mène également des projets d'éclairages publics à l'énergie solaire.

Nous avons également reçu un financement de l'Union Européenne pour la mise en place de panneaux solaires sur 4 bâtiments administratifs de Dakar.

Vincent Jacques Le Seigneur, Fondation Energies pour le Monde :

Notre fondation fait de l'électrification rurale en Afrique depuis 30 ans. Depuis le début, on a apporté de l'électricité à environ un million de personnes.

Nous avons 3 objectifs :

- électrification pour les particuliers : typiquement quelques lampes et une télévision.
- électrification communautaires : éclairages publics par exemple, nous travaillons notamment avec So'Sen dont vient de parler Stéphane.
- projets d'électrification lucratifs : ce sont les projets sur lesquels on se concentre en ce moment, des projets qui permettent le développement, des revenus et donc de couvrir les frais du projet.

Le covid a apporté des bonnes et des mauvaises nouvelles pour nous.

La bonne nouvelle, c'est que notre modèle, qui est de faire reposer nos efforts sur les acteurs locaux, est le bon. Le fait de ne plus pouvoir aller sur place n'a pas arrêté les choses pour nous, donc le covid nous a conforté dans ce modèle. On a fait aussi des actions de sensibilisation sur les gestes barrières. De plus, les bailleurs ont été très compréhensifs. Ils ont accepté tous les avenants qui nous permettaient de repousser de quelques mois les programmes.



This project is funded
by the European Union

Côté mauvaises nouvelles : j'ai été atterré par l'incurie des pouvoirs publics français. Les réponses qu'on apporte à l'Afrique sont indignes d'un pays aussi riche que le nôtre. J'ai un exemple précis. Il y a eu un appel à projet au début de l'été par le ministère des affaires étrangères. 442 projets ont été reçus en quelques jours qui représentaient un montant de 231 millions d'euros. Il n'en ont financé que 10. C'est inadmissible, ce n'est pas du tout à la hauteur du défi qui nous attend. Le covid va amener des sujets dramatiques en Afrique, des crises économiques et sociales sans précédent, il faut un sursaut des pouvoirs publics sur ce sujet.

De plus, la difficulté que nous avons est que nos programmes doivent être cofinancés. Donc quand je trouve un million d'euros quelque part dans le public, il faut que je trouve un autre million dans le privé. Ces règles de cofinancement sont complètement absurdes.

Romain Crouzet :

Avec Climate Chance on est là aussi pour créer des tissus locaux résilients, mettre en réseau les acteurs locaux qui sont plus résilients. Les bailleurs sont compréhensifs pour nous aussi pour le moment, 2021 sera peut être plus compliqué. Une de nos coalitions a produit quelques recommandations pour faciliter l'accès aux financements pour les acteurs non étatiques, parce que c'est vrai que les règles de financement rendent ça difficile.